

Défaillances d'entreprises au 4^e trimestre 2010

Danielle Jabot

Service statistique

Depuis septembre 2010, les séries publiées concernent les défaillances d'entreprises en date de jugement et non plus en date de publication.

Au 4^e trimestre 2010, le nombre de défaillances d'entreprises jugées en Ile-de-France s'élève à 2 589.

Les défaillances jugées en 2010 dans la région capitale sont en baisse par rapport à l'année précédente (- 5,7 %).

En France métropolitaine, le nombre d'entreprises défaillantes diminue également durant la même période, à un rythme légèrement inférieur (- 4,8 %).

En Ile-de-France, la baisse des défaillances d'entreprises concerne presque tous les secteurs d'activités. Elle est importante dans le commerce et la réparation (- 8,7 %) et dans les activités de services spécialisées et de soutien (- 5,9 %). Le secteur de la construction connaît une légère hausse de ses défaillances (+ 0,5 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises diminue de façon importante à Paris (- 11,5 %) et dans les Yvelines (- 13,2 %). En revanche, il augmente dans l'Essonne (+ 3,1 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 0,7 %).

Rédaction achevée le 7 juin 2011

Les chiffres clés

Données brutes

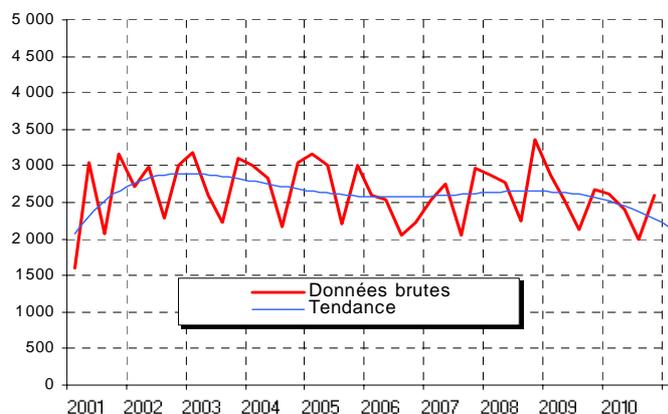
Défaillances d'entreprises en date de jugement	2010 4 ^e trimestre	Variation sur une année glissante (%) (1)
Ile-de-France	2 589	-5,7
France métropolitaine	12 444	-4,8

(1) Evolution entre les quatre derniers trimestres et les quatre trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement sur 10 ans



Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon le secteur d'activité

Données brutes

Secteurs d'activité	2009		2010			Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre		
Ile-de-France	2 675	2 626	2 409	1 988	2 589	9 612	-5,7
Industrie	148	158	143	115	141	557	-13,6
- dont industrie manufacturière	146	153	142	113	136	544	-13,4
Construction	777	727	702	534	740	2 703	0,5
Commerce, transports, hébergement et restauration	870	865	782	660	810	3 117	-8,4
- Commerce-réparation	557	536	511	435	507	1 989	-8,7
- Transports	116	145	101	91	111	448	-4,5
- Hébergement et restauration	197	184	170	134	192	680	-9,7
Information et communication	136	124	119	135	138	516	-13,3
Activités financières	47	54	63	31	45	193	17,0
Activités immobilières	70	68	48	54	74	244	-27,4
Activités de services spécialisées et de soutien	442	429	370	311	447	1 557	-5,9
Enseignement, santé, action sociale	68	58	57	49	68	232	4,5
Autres activités de services	117	143	125	99	126	493	1,4
France métropolitaine	13 255	14 228	12 530	10 527	12 444	49 729	-4,8

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture,

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon les départements

Données brutes

Départements	2009		2010			Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre		
Paris	539	578	497	470	616	2 161	-11,5
Hauts-de-Seine	330	341	296	213	297	1 147	-6,1
Seine-Saint-Denis	479	391	385	363	433	1 572	0,7
Val-de-Marne	286	296	291	230	256	1 073	-1,4
Seine-et-Marne	216	250	205	130	254	839	-4,2
Yvelines	253	260	219	202	202	883	-13,2
Essonne	258	234	277	181	250	942	3,1
Val-d'Oise	314	276	239	199	281	995	-7,4
Ile-de-France	2 675	2 626	2 409	1 988	2 589	9 612	-5,7

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

METHODOLOGIE :

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue de ces procédures.

La notion de défaillance est différente de celle, plus large de cessation qui correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Une cessation est consécutive à la mort « naturelle » d'une entreprise quand le chef d'entreprise prend l'initiative de cesser son activité.

Sources : les statistiques de défaillances proviennent du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales), qui publie tous les mois les jugements intervenus au cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages ...). Compte tenu du décalage entre la date du jugement et celle de la publication, il faut attendre environ six mois pour que la statistique à la date du jugement soit pratiquement définitive. Les données utilisées dans ce document sont celles en date de jugement.

Champ des données : afin d'harmoniser les séries des créations et des défaillances d'entreprises, le champ des défaillances a été élargi au secteur financier et aux activités de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (inclus dans le secteur tertiaire). La série des défaillances a été recalculée depuis 1993 avec le nouveau champ élargi. Dorénavant, les séries de défaillances couvrent l'ensemble des secteurs d'activités marchandes, hors agriculture.